

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

Montag (Nachmittag), 5. September 2022 / Lundi après-midi, 5 septembre 2022

Staatskanzlei / Chancellerie d'Etat

6 2022.STA.357 Kreditgeschäft GR
Staatsarchiv; Unterstützungsbeitrag an die Gosteli-Stiftung. Ausgabenbewilligung.
Verpflichtungskredit 2022–2024. Objektkredit

6 2022.STA.357 Affaire de crédit GC
Archives de l'État ; soutien financier à la Fondation Gosteli. Autorisation de dépense.
Crédit d'engagement 2022–2024. Crédit d'objet

Präsident. Es handelt sich hier um ein Kreditgeschäft, das die SAK behandelt hat. Die Diskussion ist frei. Das Geschäft unterliegt dem fakultativen Finanzreferendum. Die Kommissionssprecherin hat das Wort: Grossrätin Roulet Romy.

Sandra Roulet Romy, Malleray (PS), rapporteuse de la CIRE. L'objectif de la Fondation Gosteli est d'établir l'histoire du mouvement des femmes en Suisse sans biais idéologique, d'intégrer l'histoire des femmes et du mouvement féministe dans notre pays, dans les manuels d'histoire, dans l'enseignement scolaire et dans la formation des adultes. Elle gère donc les archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse. Ces archives sont considérées comme « la mémoire historique des femmes en Suisse » et sans les archives de la Fondation Gosteli, il est impossible de faire une lecture complète de l'histoire Suisse des 150 dernières années. Aux yeux des spécialistes, l'importance scientifique des fonds d'archives est indéniable et la description professionnelle de ceux-ci est indispensable. C'est pourquoi la Fondation Gosteli figure à l'Inventaire suisse des biens culturels d'importance nationale et régionale (Inventaire PBC). Les archives sont garantes de l'histoire et c'est de la responsabilité du canton de les préserver. Par ailleurs, afin que les archives puissent être maintenues et développées de manière à ce qu'elles soient accessibles et d'une grande utilité pour la science et l'éducation, il est nécessaire de les moderniser et de les professionnaliser. Le travail consistant à enrichir les fonds d'archives et à développer des solutions permettant de suivre des évolutions de la numérisation nécessite des ressources humaines supplémentaires. Elle devra investir dans un répertoire détaillé de ce qui est accessible dans les archives papier.

Depuis la création de la Fondation Gosteli en 1982, ce sont des donatrices et des donateurs privés, mais en premier lieu Marthe Gosteli elle-même, qui ont financé la fondation. Mais depuis plusieurs années, celle-ci est confrontée à des difficultés financières. La fondation a déjà cherché un financement auprès de la Confédération. Fin 2020, la Confédération a décidé, pour 2020 à 2024, de la soutenir par 570'000 francs par an par la loi fédérale sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation (LERI) et sous forme de subsidiarité avec la part des cantons par moitié.

En 2021, la Confédération a déjà octroyé un crédit de 100'000 francs. Le montant de 475'000 francs qui est proposé est donc en dessous de celui de la Confédération et il est également compté sur une participation financière de la Fondation Gosteli. La contribution financière de la fondation sera définie dans un contrat de prestation qui est en cours d'élaboration.

Nous votons donc aujourd'hui un crédit d'engagement de 1,35 million de francs avec des tranches annuelles de 450'000 francs répartis de 2022 à 2024. Les travaux de révision de la loi sur l'archivage (LArch) sont en cours et ont notamment pour but de créer une base légale pour la subvention cantonale permanente et périodique. En effet, les subventions publiques récurrentes nécessitent une base légale. Les dépenses correspondantes sont donc qualifiées de ponctuelles, car cette LArch devra permettre un subventionnement jusqu'en 2025, date à laquelle la loi sera révisée. La fondation sera dès lors considérée comme une fondation d'importance nationale.

Je rappelle que le 4 septembre 2017, le Grand Conseil a adopté la motion « La mémoire historique des femmes suisses est en danger ! » (M 079-2017) qui prévoyait des contributions cantonales subsidiaires en cas de réponse positive de la Confédération à une intervention identique. Dans son rapport du 22 mai 2019, en réponse à ces postulats, le Conseil fédéral a accepté de soutenir la Fondation Gosteli à titre subsidiaire, notamment en suggérant de demander une contribution au sens de l'article 15 de la LERI. La CIRE a pris également connaissance du corapport de la CFin qui soutient le projet de manière générale. La CIRE soutient donc à forte majorité ce crédit et vous recommande d'accepter cette proposition de crédit. Je vous remercie, je me prononce également directement au nom du groupe du PS qui soutient également ce crédit à la majorité, merci.

Anne-Caroline Graber, La Neuveville (UDC), porte-parole de groupe. Nous sommes appelés à nous prononcer sur un crédit d'engagement destiné à soutenir financièrement la Fondation Gosteli pour la période 2022 à 2024. Le crédit sollicité porte sur un montant global de 1,35 million de francs, soit trois fois 450'000 francs. Il s'agit d'un financement public conjoint, la Confédération apportant également sa contribution financière à la consolidation de cette fondation.

Notre groupe a examiné avec soin le rapport ainsi que la proposition du Conseil-exécutif d'approuver ce crédit d'objet. Très légitimement, les membres de notre groupe sont divisés quant à l'opportunité d'octroyer une aide 1,35 million de francs à la Fondation Gosteli. Plusieurs de nos collègues de parti estiment très élevé ce montant 1,35 million de francs, cela dans un contexte d'incertitude marqué par les retombées financières à long terme de la pandémie du COVID-19, de la guerre en Ukraine et de la hausse vertigineuse des prix des différentes sources d'énergie. Nos collègues estiment qu'il n'est pas judicieux, dans les circonstances difficiles que nous connaissons, de grever de 1,35 million de francs supplémentaires nos budgets et nos comptes durant les trois prochaines années. Les autres membres de notre groupe approuveront ce crédit d'objet, cela pour les raisons suivantes : la Fondation Gosteli, qui gère à Worblaufen les archives sur l'histoire du mouvement des femmes en Suisse, apporte manifestement une contribution importante à la compréhension de l'histoire générale des 150 dernières années de notre pays. La digitalisation et la mise en valeur des documents de la Fondation Gosteli permettront de mieux saisir des mentalités, des processus politiques et des décisions populaires qui, en Suisse et dans nos cantons, ont conduit à une égalité sans cesse plus grande entre les genres. Le point d'orgue passé de ces trajectoires réside sans doute dans l'octroi du droit de vote aux femmes en 1971.

On peut, par exemple, comparer l'importance des archives de la Fondation Gosteli à Worblaufen aux archives qui rendent compte des évolutions politiques qui ont abouti à l'élection du catholique conservateur Lucernois Joseph Zemp au Conseil fédéral en 1891 après les épisodes du Kulturkampf. On peut aussi comparer l'ampleur de la signification des archives de la Fondation Gosteli avec les documents d'époque qui expliquent pourquoi la Suisse a introduit le système proportionnel pour les élections au Conseil national après les péripéties de la Première Guerre mondiale et surtout la grève générale de 1918. Conscients de la valeur historique des archives de la Fondation Gosteli et de leur rapport aux sciences humaines, plusieurs membres de notre groupe approuveront le crédit d'objet soumis à notre décision. C'est aussi ma position personnelle. Je vous remercie de votre attention.

Anna de Quervain, Bern (Grüne), Fraktionssprecherin. Ich darf noch einmal sprechen – diesmal hoffentlich zu einem weniger umstrittenen Thema. Gerne übermittle ich die Haltung der grünen Fraktion zum beantragten Unterstützungskredit für die Gosteli-Stiftung.

Das Gosteli-Archiv ist das historische Gedächtnis – wir haben es schon gehört – der schweizerischen Frauenbewegung. Es ist der zentrale Dokumentations- und Forschungsort der Frauengeschichte in der Schweiz. Lange hat der Staat die Geschichte von Frauen als unbedeutend erachtet und den Aufbau von Frauenarchiven Pionierinnen wie Marthe Gosteli überlassen. Wer über die Geschichte der Schweizer Frauen respektive der Schweizer Frauenbewegung, aber auch über die Geschichte der Demokratie in der Schweiz recherchiert – und das sage ich jetzt als Historikerin –, kommt um das Gosteli-Archiv nicht herum. Trotzdem war die Finanzierung des Archivs in der Vergangenheit immer wieder unsicher.

Seit Ende 2020 gilt das Gosteli-Archiv nun als Forschungseinrichtung von nationaler Bedeutung und wird während mindestens vier Jahren mit Bundesgeldern in der Höhe von jährlich 572'000 Franken unterstützt. Diese Unterstützung ist subsidiär angedacht. Letztes Jahr hat sich der Grosse Rat deshalb dafür ausgesprochen, das Gosteli-Archiv künftig mit 450'000 statt 100'000 Franken jährlich zu unterstützen. Im Rahmen dieser Debatte wurde aber auch festgestellt, dass es für eine entsprechende Finanzierung bisher an der nötigen gesetzlichen Grundlage fehlt. Eine dauerhafte Rechtsgrundlage wird aktuell mit der Revision des Gesetzes über die Archivierung (ArchG) geschaffen, das diesen Sommer in der Vernehmlassung gewesen ist. Der vorliegende Kredit ist also eine Überbrückungslösung für die Jahre 2022 bis 2024 und die Umsetzung dessen, was der Grosse Rat mit der Überweisung der besagten Finanzmotion (M 129-2021) letztes Jahr beschlossen hat.

Unsere Fraktion befürwortet die Unterstützung des Gosteli-Archivs mit dem vorliegenden Kredit klar. Die gesellschaftliche und historische Bedeutung dieses Archivs ist riesig. Für uns steht ausser Frage, dass das Gosteli-Archiv langfristig gesichert, aber auch weiterentwickelt und modernisiert werden muss. Die Anerkennung als nationale Forschungseinrichtung durch den Bund ist deshalb eine grosse Chance. Die vorläufig gesicherte Finanzierung ermöglicht unter anderem die Erschliessung von neuen Beständen, die Digitalisierung von weiteren Quellen, einen verstärkten Austausch mit anderen Bildungsinstitutionen und das Entwickeln von neuen Angeboten, unter anderem im Bereich Vermittlung. Der Erhalt und die Weiterentwicklung des Gosteli-Archivs sind deshalb nebst ihrer gesellschaftlichen Bedeutung auch im wissenschaftlichen Interesse des Kantons Bern. Diese Pionierrolle in der Dokumentation der Frauengeschichte ist ein Standortvorteil und passt gut zu unserem Bundesstadtkanton.

Vor wenigen Wochen hat das Gosteli-Archiv seinen 40. Geburtstag gefeiert. Wir gratulieren dem Gosteli-Archiv und dem gesamten Team zum Jubiläum und sind froh, dass der Weg dieses Kompetenzzentrums für Schweizer Frauengeschichte weiter geht. Unsere Fraktion wird dem Kredit einstimmig zustimmen.

Andreas Mühlemann, Grasswil (Die Mitte), Fraktionssprecher. Die SAK beantragt Ihnen die Unterstützung der Gosteli-Stiftung mit 1,35 Mio. Franken für die Jahre 2022 bis 2024. Das ergibt die vorher erwähnten 450'000 Franken pro Jahr. In Anbetracht der Wichtigkeit dieses Archivs für die Frauenbewegung in der Schweiz ist die Unterstützung wichtig, vor allem, damit eine modernere Archivierung stattfinden kann – mit einer digitalen Infrastruktur. Die Mitte-Fraktion ist einstimmig für diesen Kredit.

Samuel Kullmann, Thun (EDU), Fraktionssprecher. Seit ich im Grossen Rat bin, darf ich immer wieder internationale Gäste für eine Führung hier durchs Rathaus begleiten oder ihnen selber eine Führung geben. Ich erzähle ihnen mit grosser Freude von der Schweizer Demokratie und unserem System: was unser politisches System so einzigartig macht mit dem Konzept einer Teamregierung, verbunden mit dem Föderalismus und der direkten Demokratie. Wenn es aber jeweils darum geht, wann die Schweiz das Frauenstimmrecht eingeführt hat, ist mir das jeweils etwas peinlich. Es gibt dann entsprechende Reaktionen, auch von Parlamentariern aus Ländern wie Ghana, die auch schon hier zu Besuch waren. Die EDU-Fraktion findet es wichtig, dass man sich an diese Geschichte erinnert. Wir unterstützen deshalb den Kredit für das Gosteli-Archiv.

Stephan Lack, Muri b. Bern (FDP), Fraktionssprecher. Für die FDP/Die Liberalen ist dieses Anliegen unbestritten. Das Gosteli-Archiv ist eine wertvolle Errungenschaft in der Geschichte der schweizerischen Frauenbewegung, und das hat entsprechend einen Wert gefunden in unserer Fraktion. Wir stimmen dem Geschäft deshalb einstimmig zu.

Beat Cattaruzza, Nidau (GLP), Fraktionssprecher. Ich habe ein Interview gefunden, das im Jahr 2016 geführt wurde. Die Zeitschrift «Annabelle» hat Marthe Gosteli gefragt, was der Anstoss für ihre Arbeit war. Ich zitiere: «Ich habe mir damals gedacht: Wenn ich nichts mache, dann passiert nichts. Das sorgte aber natürlich für Gegenwind. Eine Frau hatte für die Familie da zu sein, sie hatte sich nicht zu engagieren. Und unsere junge Frauenbewegung hat dieses gewohnte Bild bekämpft.

Dadurch, dass ich selber bei mehreren Organisationen dabei war – das Frauenstimmrecht war ja nur ein kleines Stück vom ganzen Kuchen – habe ich viele inspirierende Frauen kennengelernt.» Die GLP lässt sich auch inspirieren von dieser Frau. Ich glaube, es ist enorm wichtig, was sie geleistet hat. Wir wissen aber auch, dass die Gosteli-Stiftung in der Vergangenheit vielleicht auch ein bisschen verstaubt wurde. Sie hatten nicht die Möglichkeiten, vorwärts zu machen. Wir befürworten deshalb ganz sicher auch die Digitalisierung dieser Stiftung. Das ist ganz wichtig für eine moderne Stiftung. Auch in der Vergangenheit hat sich die GLP mit verschiedenen Möglichkeiten bereits für diese Stiftung engagiert. Die GLP steht geschlossen hinter diesem Antrag.

Präsident. Gibt es Einzelsprecher? – Ich sehe keine. Der Staatsschreiber hat das Wort auch nicht verlangt.

Wir kommen direkt zur Abstimmung über das Traktandum 6, über den Unterstützungsbeitrag für die Gosteli-Stiftung: Wer den vorliegenden Kredit annimmt, stimmt Ja, wer ihn ablehnt, stimmt Nein.

Abstimmung / Vote

2022.STA.357

Annahme / Adoption

Ja / Oui	133
Nein / Non	5
Enthalten / Abstentions	2

Präsident. Sie haben diesem Kredit zugestimmt.